

La barbarie au cœur de l'Europe

Abderrahim Lamchichi

Assassinats de femmes, d'enfants et de vieillards, camps d'internement et charniers, massacres collectifs de villageois et déportations massives des populations, exécutions sommaires, liquidation de dirigeants politiques et d'intellectuels, mutilations, viols collectifs, violences sexuelles contre des mineures, tortures, extermination des malades ou des adultes en âge de se battre, appropriation ou destruction de biens sur une grande échelle, etc. : au nom de la «purification ethnique», les nationalistes serbes ont multiplié, depuis 1991, les crimes contre les civils croates et bosniaques, aujourd'hui contre les Albanais du Kosovo. Les conséquences de cette politique criminelle sont monstrueuses : plus de 200 000 morts et plus de trois millions de personnes déplacées.¹

Déroutés, voire exaspérés, depuis longtemps par ce qu'ils appellent la «complexité du chaos balkanique», certains observateurs se refusent à nommer clairement l'agresseur et les victimes et n'y voient que l'affrontement de «fanatismes» également condamnables. Alors que la barbarie planifiée du régime de Slobodan Milosevic veut une nouvelle fois, après l'Holocauste et la Shoa, triompher au cœur de l'Europe, et y installer la nuit et le brouillard, des voix se font entendre dans cette Europe même pour jeter le désarroi, le doute et la confusion dans les esprits, en ajoutant, consciemment ou non, à l'horreur subie par le peuple albanais du Kosovo, le cauchemar de la dénégation de sa tragédie². La pratique systématique - et à une très large échelle - de la terreur, l'apprentissage de la haine de l'Autre, l'ethnisation du politique ou la «politisation de l'identitaire»³ et l'élaboration idéologique et pratique du «nettoyage ethnique» sont, en effet, essentiellement le fait du pouvoir serbe. Ainsi que le montrent clairement

Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, ce régime s'est donné depuis longtemps l'arsenal doctrinal - et donc les justifications intellectuelles et morales - le plus élaboré qui l'a conduit à mettre froidement en oeuvre sa politique criminelle : la purification et la déportation massive de populations entières sont bien la finalité des opérations militaires⁴. De plus, tous les rapports publiés par les organisations internationales depuis le déclenchement de la guerre en Bosnie, s'ils établissent que les Croates (et dans une bien moindre mesure les Bosniaques) ont été également responsables d'exactions (la Croatie de Franju Tudjman, par exemple, a fait massacrer les musulmans de la Bosnie occidentale et détruire la ville de Mostar), il n'existe aucune base factuelle pour soutenir une quelconque équivalence entre les belligérants - les Serbes sont responsables de l'immense majorité des crimes : 90% des victimes ont été, en ex-Yougoslavie, des musulmans bosniaques, quand 80% des responsables furent des Serbes qui ont saccagé des villes entières et massacré des dizaines de milliers de civils. Le Tribunal pénal international (TPI) les accuse de génocide, de crimes contre l'humanité ñ pratiques employées par l'armée serbe, sa police et ses bandes paramilitaires à une très grande échelle.

Des guerres balkaniques à la purification ethnique

Pour beaucoup d'observateurs, les violences actuelles plongent leurs racines dans des antagonismes très anciens ; la tragédie yougoslave a commencé bien avant l'éclatement de la Fédération en 1991 : des horreurs ont été commises aussi bien pendant les guerres balkaniques de 1912 et 1913 que pendant la Première Guerre mondiale. Ainsi, en 1913, à l'issue de la première guerre balkanique, furent expulsés vers la Turquie des «Turcs» du Kosovo, du nord et du sud de la Macédoine et de l'ouest du Sandjak de Novi Pazar, conquis respectivement par les Serbes, les Grecs et les Monténégrins. Entre décembre 1915 et janvier 1916, on assiste à un exode massif de populations serbes, qui suivaient les restes de l'armée du roi Pierre Ier se retirant devant la coalition austro-bulgaro-allemande ; traversant les montagnes d'Albanie, elles subirent les assauts de bandes albanaises.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les massacres, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie ou au Kosovo furent d'une très grande ampleur. De 1941 à 1945, en effet, environ 300 000 Serbes sont massacrés en Croatie et en Bosnie-Herzégovine par les oustachis d'Ante Pavelic, les divisions SS bosniaques (Handschar et Kama) et la division SS alba-

naise Skanderberg, ainsi que dans la région de Novi Sad, en Voïvodine, par les Hongrois. Les Tchetsniks serbes (résistants anticommunistes), de leur côté, ripostent en massacrant en grand nombre les populations croates et musulmanes, notamment à partir de la région de Knin. Environ 10 000 autres Serbes sont massacrés ou chassés du Kosovo, alors intégré à la Grande Albanie contrôlée par l'Axe⁵. Il s'agit là évidemment de crimes horribles, mais commis, des deux côtés, par des collaborateurs de l'occupant nazi ou fasciste. Après la Seconde Guerre mondiale - nous y reviendrons -, le système autoritaire titiste ne fera que voiler les tensions et les problèmes et, d'une certaine manière, les exacerbera. Ensuite, dès les années 80 (en particulier au Kosovo⁶), mais surtout après l'implosion de l'ex-Yougoslavie, Slobodan Milosevic, pour asseoir son hégémonie et réaliser le vieux rêve de la «*Grande Serbie*», réactive à nouveau, volontairement, les vieilles querelles, détruit un équilibre somme toute très fragile puis, progressivement, commence son odieuse politique de «*purification ethnique*» qui déchaîne la haine, les agressions et les crimes que l'on connaît.

Ces brefs rappels historiques ne doivent cependant pas induire en erreur. L'existence de conflits anciens, voire de massacres, dans les Balkans ne doit pas nous conduire à lire les événements actuels comme une conséquence irrémédiable ou un prolongement mécanique de cette histoire tourmentée. Il faut refuser absolument de considérer que «*les torts sont partagés*» ; il faut refuser de considérer que tous les peuples de la région sont également responsables de ce qui se passe depuis une dizaine d'années. Au lieu de dénoncer la «*haine ancestrale*» qui caractériserait les relations entre tous les peuples des Balkans, il faut désigner clairement les agresseurs et les agressés ainsi que l'origine de la haine actuelle et ses propagateurs. Le premier responsable des massacres et de la politique de «*purification ethnique*» est bien le régime serbe. D'ailleurs, ainsi que l'ont très bien montré Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, la pratique du «*nettoyage ethnique*» par les dirigeants serbes actuels s'inspire d'une idéologie forgée très tôt. A relire certains textes serbes, l'on s'aperçoit qu'en fait dès le début du XIXe siècle et tout au long du XXe, des écrivains, des universitaires, des académiciens, des prélats, des militaires, des hommes d'Etat serbes ont défendu l'idée d'une «*Grande Serbie*», d'une «*Serbie homogène et pure*» ; ils ont exalté la violence et employé le terme de «*nettoyage ethnique*» (*etnicko ciscenje*). En Serbie plus qu'ailleurs, un patriotisme à l'origine légitimé par la lutte contre l'occupant ottoman s'est laissé dévoyer par un nationalisme conquérant et intolérant ; l'idée assez ancienne d'une «*union des peuples*

de Yougoslavie», dénaturée, s'est muée en un «impérialisme teinté de racisme». Depuis l'implosion de la fédération yougoslave, les dirigeants serbes se réfèrent explicitement à cette tradition qui s'enracine donc - selon l'expression de Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac - «dans un long passé d'apprentissage de la haine»⁷. Certes, dans la vie politique serbe, un courant démocratique, ouvert et tolérant a toujours existé. Des hommes de lettres notamment ont ainsi toujours combattu l'ultranationalisme ; c'est le cas actuellement, par exemple, de l'écrivain Divosav Stevanovic, auteur de *La même chose*, qui en appelle à la conscience et à la liberté individuelles. Mais c'est le courant «totalitaire, exclusiviste et raciste, avec ses idéologues et ses stratèges, qui a le plus souvent tenu le haut du pavé à Belgrade, dans les sphères du pouvoir et face à une opinion abusée». M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac montrent bien que cette idéologie du nettoyage ethnique⁸ ne date pas de la Seconde Guerre mondiale, mais du début de la décomposition de l'Empire ottoman, au XIXe siècle. Pour eux, cette «sinistre tradition» remonte aux guerres de libération du siècle dernier et s'est peu à peu enrichie des guerres balkaniques et de la Première Guerre mondiale. Les guerres fondatrices de la «Grande Serbie» constituent une référence récurrente pour les dirigeants serbes et une autojustification de leurs pratiques criminelles actuelles, l'instrumentalisation par la propagande serbe de l'époque tragique de la Seconde Guerre mondiale (crimes des oustachis en particulier) n'étant qu'un prétexte pour diaboliser les peuples qu'ils veulent, à présent, anéantir ou chasser. Pour M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac, la pratique du «nettoyage ethnique» apparaît lors des guerres de libération du XIXe siècle, au cours desquelles les Serbes non seulement se libèrent de leurs maîtres turcs, mais veulent aussi se séparer des populations non serbes avec lesquelles pourtant ils ont vécu en bon voisinage pendant plusieurs siècles. C'est au cours de ces luttes qu'est conçu, par exemple, un programme cohérent et ambitieux d'expansion territoriale (Plan pour la réalisation de la Grande Serbie de 1844). Le nettoyage n'est que l'un des moyens employés pour exécuter ce programme et réaliser ainsi une «Grande Serbie homogène et pure». Lorsque le royaume de Serbie obtient la reconnaissance internationale, prônée au Congrès de Berlin par l'Allemagne de Bismarck (1878), une disposition particulière est consacrée à la sauvegarde des droits des minorités religieuses et nationales droits qui ne seront reconnus dans la Constitution de cet Etat que dix ans plus tard, et même alors de façon purement théorique. Comme l'affirment les auteurs de l'ouvrage *Le nettoyage ethnique* précédemment cité, les exactions commises pendant les guerres d'émancipa-

tion du joug ottoman (vengeance et élimination des occupants, des traîtres à l'Église orthodoxe, des collaborateurs) «*pourraient, à la rigueur trouver quelque justification*». Mais avec les guerres d'expansion que sont les guerres balkaniques de 1912 et 1913, on entre dans le cycle infernal de la politique d'agression, de conquêtes territoriales et d'oppression des peuples voisins (Macédoniens, Albanais, Bulgares). De même, une politique d'agression «*de l'intérieur*» s'organise dans les provinces croates où, sous la domination autrichienne, les Serbes avaient autrefois trouvé refuge. Conçue d'emblée par le futur roi Alexandre et par les chefs de file de la politique serbe, notamment par Nikola Pasic, comme une «*Grande Serbie*», la création de la Yougoslavie a posé, dès le début, aux dirigeants serbes deux types de problèmes : comment soumettre les populations non serbes et comment «*reconquérir le berceau médiéval de la civilisation serbe*» (le Kosovo). Les solutions préconisées ou adoptées tendent, d'une part, à une domination impitoyable de type colonial et, d'autre part, à un «*génocide savamment dosé*» au Kosovo et en Macédoine, avec une nouvelle formulation de l'idéologie de la «*purification ethnique*». A cet égard, le mémoire rédigé en 1937 par Vasa Cubrilovic constitue l'un des sommets de l'idéologie du «*nettoyage ethnique*».⁹

La Seconde Guerre mondiale : une période tragique

Même si leurs crimes sont innombrables, les oustachis ne sont pas les seuls responsables des massacres et déplacements de populations de cette période noire. Ainsi que le montrent M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac, dès la débâcle de 1941, les Serbes déclenchent un processus de vengeance non seulement contre les Croates (en réaction à l'accord serbo-croate de 1939 qui leur a reconnu une certaine autonomie, ou à cause de leur refus de défendre la Yougoslavie qu'ils considéraient comme «*une prison des nations*», et plus tard, à cause de la collaboration de certains de leurs dirigeants avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste) mais aussi contre les musulmans (pour les mêmes raisons, mais surtout pour «*venger le Kosovo*»). A cette époque, de nouveaux textes paraissent (notamment le projet de Stevan Moljevic de 1941) qui précisent le programme de réalisation d'une «*Serbie homogène*», largement étendue non seulement vers le sud-est mais aussi vers l'ouest. Ainsi que le soulignent les auteurs, «*(...) la débâcle de l'armée yougoslave, après seulement onze jours de résistance effective (6-17 avril 1941), provoque, parmi les officiers et hommes politiques serbes, deux types de réaction : les uns collabo-*

rent ouvertement ou de façon plus ou moins voilée avec les Allemands et les Italiens, tandis que les autres adoptent, après la brève résistance initiale, suivie de représailles allemandes massives, une attitude attentiste. Seuls quelques rares démocrates et quelques communistes s'engagent dans la résistance, ces derniers seulement à partir de la rupture du pacte germano-soviétique (22 juin 1941). L'échec de la Yougoslavie grand-serbe et la débâcle d'avril 1941 incitent les tenants des deux premières options à formuler et/ou à pratiquer le même programme, et la même politique d'expansion territoriale et de nettoyage ethnique. Le chef politique et militaire du premier courant, celui de la collaboration déclarée, est le général Milan Nedic (1879-1946). Il dirige le gouvernement de salut national de la Serbie pendant toute la durée de la guerre. Sous l'autorité des Allemands, il organise l'armée sous le nom de Garde serbe d'Etat, en regroupant les restes de l'armée yougoslave et de la gendarmerie. Il s'assure en outre la collaboration des unités armées du mouvement fasciste serbien (...) (puis celle) des tchetniks (...) Collaboration oblige : le gouvernement de Nedic s'est donc rapidement livré à un nettoyage ethnique particulier, «intérieur», sans conquête de territoire : il concerne la minorité juive de Serbie qui, dans un délai très rapide, est envoyée dans les camps de la mort et exterminée. La Serbie et Belgrade deviennent, au dire des occupants nazis, le premier pays et la première capitale de l'Europe Judenfrei «libérés» des juifs». ¹⁰

Comme le montrent Tommaso Di Francesco et Giacomo Scotti, durant la Seconde Guerre mondiale, les occupants fascistes et nazis démantelèrent la Yougoslavie. Ils y créèrent des Etats fantoches, à la tête desquels ils placèrent des dictateurs fascistes - Ante Pavelic en Croatie, Milan Nedic en Serbie - et annexèrent les autres parties : le Monténégro devint un protectorat de l'Italie, qui annexa par ailleurs une partie de la Slovénie, la plupart des îles de la Dalmatie et une partie du territoire croate ; pour sa part le IIIe Reich s'adjugea l'essentiel de la Slovénie. La Hongrie, elle, s'empara d'un autre bout de la Slovénie et du gros de la Voïvodine. La Bulgarie mit la main sur presque toute la Macédoine. Le Kosovo et la Macédoine occidentale furent annexés à la «Grande Albanie», sous le contrôle de l'Italie. Dans chacune des régions ainsi annexées, «on eut recours à des méthodes terroristes pour germaniser, italianiser, magyariser, bulgariser». L'Allemagne déporta des centaines de milliers de Slovènes en Serbie ou dans les camps de concentration. Des dizaines de milliers de Slovènes et de Croates, pour la plupart des intellectuels, furent incarcérés en Italie : 10 000 moururent de faim, de maladie ou de torture. Des milliers d'autres furent fusillés dans les zones annexées. Dans la Croatie des oustachis transformée en colonie allemande, on perpétra d'épouvantables massacres contre les Serbes, et les

survivants furent systématiquement exterminés dans les camps de Slano (Pago), Jadovna, Stara Gradiska, Jasenovac et autres, où périrent au moins 600 000 Serbes, juifs, tziganes et antifascistes croates. En Serbie aussi, l'occupant allemand ouvrit des camps d'extermination. Dans celui de Sadmiste, entre la fin 1941 et le printemps 1942, les nazis assassinèrent quelque 7 500 juifs et 600 roms, puis des détenus d'autres nationalités ; au total, 47 000 personnes. Dans celui de Bandica, l'hécatombe se chiffre à 80 000 morts. Des dizaines de milliers d'autres internés furent déportés à Auschwitz, Buchenwald, Dachau, etc., où presque tous périrent. Un camp pour enfants fonctionna même à Smederevska Palanka, à partir de 1942. Selon des données définitives, publiées en 1964, le «*nettoyage ethnique*» mis en oeuvre par les puissances de l'Axe et leurs collaborateurs durant l'occupation de la Yougoslavie a fait plus d'un million de victimes.¹¹

Parmi celles-ci figure l'essentiel des habitants d'origine serbe et monténégrine du Kosovo. Presque tous furent exterminés entre avril 1941 et octobre 1944. Néanmoins, les crimes des oustachis ne peuvent expliquer, et encore moins justifier, les crimes actuels commis par le régime serbe ; par ailleurs, des criminels serbes collaborateurs du nazisme ont également existé et commis des exactions contre leur propre peuple et contre les autres (Croates, Albanais, etc.). Il faut éviter de tomber dans le piège de la propagande serbe qui a consisté, pendant de très longues années, et consiste encore, à faire croire à certains «*mythes assassins*» (l'expression est d'Ismail Kadaré) : après celui de la «*glorieuse bataille*» du Champ aux Merles (lieu où, le 15 juin 1389, le roi Lazare trouva la mort en tentant de s'opposer aux Turcs du sultan Mourad Ier) et du Kosovo «*berceau de la nation serbe*», il y a celui du rôle exclusif de victimes des Serbes au cours de la Seconde Guerre mondiale. Sans nier en aucune manière le martyre du peuple serbe et le rôle héroïque de résistance au nazisme de certains de ses leaders, il convient de rappeler que les fascistes serbes ont participé, tout comme les autres, au génocide contre les juifs.

L'ex-Yougoslavie titiste

Avec la victoire des partisans de Tito, la «République populaire de Serbie» rétablit son emprise sur le Kosovo. La résistance voulait rallier à sa cause les Kosovars et s'engagea dans une mobilisation forcée des jeunes albanophones qu'elle envoya sur le front. Pour les enrôler tous les moyens furent utilisés, y compris des exécutions. Ensuite, au cours

des premières années de l'après-guerre, une sanglante répression contre les Albanais fut orchestrée par certains responsables du Parti communiste serbe. L'ancienne Yougoslavie titiste, qui n'était, à l'évidence, ni un Etat de droit ni une démocratie - ni les libertés individuelles ni l'égalité des citoyens devant la loi ni les droits des minorités n'y étaient donc garantis - a été fondée sur un malentendu dramatique et a laissé, par conséquent, s'accumuler des frustrations et des rancoeurs. L'« Accord d'association » n'a tenu que par la dictature, et le sentiment d'appartenance à une « *nationalité yougoslave* » n'a existé que pour une minorité dominante : les Serbes. Ainsi que l'affirment, à très juste titre, M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac, l'Etat yougoslave n'était rien d'autre que la façade diplomatique et l'appareil administratif d'un parti unique progressivement discrédité. La renommée internationale d'un pays qui se voulait le chantre du « *non-alignement* » et un modèle d'« *autogestion* », dont la figure emblématique Josip Broz dit Tito bénéficia, tout au long de sa carrière politique, d'une large sympathie en Occident, camouflèrent les problèmes réels du pays, d'autant plus que son chef et le parti qu'il dirigea se réclamèrent de la résistance au nazisme, rejetant souvent toute revendication d'autonomie qualifiée soit de « *séparatisme* », soit de « *résurgence ou volonté de vengeance d'anciens collaborateurs avec l'occupant nazi et fasciste* ». En fait, la montée du parti fasciste avant 1939, puis les impératifs de la guerre froide par la suite ont empêché d'apercevoir la véritable nature de l'Etat yougoslave et de ses régimes successifs. Au nom du statu quo international se perpétua ainsi un état de fait caractérisé par la violation ininterrompue des droits de l'homme et des libertés des peuples inclus dans l'ensemble yougoslave.

A la mort de Tito, le 4 mai 1980, toutes les nations de ce pays ont manifesté leur mécontentement. La restructuration dans un sens fédéraliste, entreprise par Tito vers la fin de sa vie et exprimée notamment par la Constitution de 1974, a été ressentie par les Serbes comme une perte de leurs acquis historiques. L'objectif clairement formulé d'une partie influente des intellectuels et des responsables politiques serbes a été de « *réparer les injustices* » qui, réelles ou supposées, auraient été infligées aux Serbes ¹². Le climat paraissait propice pour l'apparition d'une nouvelle forme de pouvoir qui, abandonnant progressivement sa rhétorique « *socialiste* », voulait asseoir sa domination en instrumentalisant à son profit le conflit ethnique. Pour les « *nouveaux* » (en fait, ils sont issus de l'ancien appareil communiste) dirigeants, la Serbie avait été héroïque depuis toujours et forcément située du côté du Bien et de l'Honneur, les autres étant considérés comme l'incarnation du mal

absolu. Comme le rappellent M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac, les représentations collectives chez les idéologues serbes ont donné lieu à une lecture très singulière du passé. Par exemple, l'«oustachisme» et ses horreurs furent imputés, en bloc et sans nuance, à l'ensemble du peuple croate. Or, le régime d'Ante Pavelic n'a jamais été qu'un pouvoir de fait imposé aux Croates par les occupants allemand et italien à la faveur d'un processus de «collaboration» qui n'épargna presque aucun pays d'Europe continentale. Le génocide des juifs fut mis en oeuvre en pays croate comme en pays serbe, plus radicalement d'ailleurs dans le second que dans le premier.¹³

Paul Garde¹⁴ a bien montré que sous le nom de Yougoslavie se cachait une extraordinaire diversité de peuples qui, avant 1918, date de création de cette entité, avaient très peu de points communs : ni histoire commune, ni langue commune, ni culture commune, ni sentiment national, ni destin commun, ni volonté de vivre ensemble. Cet Etat n'a tenu que sous la contrainte : dictature «grand-serbe» d'Alexandre Ier (1921-1934) puis du régent Paul (1934-1941) avant la guerre ; dictature communiste de Tito ensuite. Certes, de 1918, date de sa création, à 1991 où il a imploré, a existé en Europe un Etat appelé «Yougoslavie». Par définition, il était formé de la réunion de plusieurs peuples slaves du Sud (*Youg*, dans les langues slaves, signifie «sud»). Cet Etat s'est appelé de 1918 à 1929 «royaume des Serbes, Croates et Slovènes», et, de 1945 à 1991, «République socialiste fédérative de Yougoslavie». La Yougoslavie monarchique, née par les armes en 1918, était pour l'essentiel entre les mains des dirigeants serbes. Les tentatives de compromis furent ruinées en 1941 par l'agression nazie. Le pays connaît alors quatre années de guerres pendant lesquelles les tueries réciproques, en particulier le massacre des Serbes par les oustachis, renforcent les haines. Tito, «*rebouteux habile mais tyrannique* - selon l'expression de Paul Garde - *soumet le pays à quarante ans de convalescence*». On aurait pu espérer, «une fois les bandages de la dictature enlevés» (P. Garde), une évolution démocratique dans la concorde. Mais, avant même que cette libéralisation n'ait commencé, un autre dirigeant communiste (qui usera ensuite d'une rhétorique ultranationaliste, voire raciste), Slobodan Milosevic, pour assurer son pouvoir, «fait à nouveau volontairement saigner les vieilles plaies, détruit un équilibre fragile et déchaîne la haine et l'agression». L'Etat yougoslave, cet Etat artificiel, qui a existé pendant soixante-treize ans (1918-1991), était certes multinational, mais souvent dominé par un seul peuple, les Serbes, et il n'a jamais trouvé un équilibre garantissant à chaque peuple équité et justice. Quant on

parlait de «Yougoslavie», le public occidental s'imaginait une véritable nation unifiée comme celles qui constituent la plupart des autres pays européens. Cet Etat avait, certes, une monnaie, des frontières, une armée, un gouvernement, des ambassades, etc. Mais ni la langue, ni la culture n'étaient unifiées. Et lorsque certaines parties de ce pays voulaient s'en séparer pour s'émanciper et former des Etats indépendants, libérés du *joug* serbe mais ouverts sur l'Europe, une partie de l'opinion occidentale s'en offusquait. Car, pour cette dernière, toute velléité d'indépendance revenait à succomber à une forme de «*repli ethnique*». Et il était préférable, à l'heure de la construction européenne, de maintenir la Yougoslavie en l'état. Cette façon de voir a probablement sa logique : le maintien du statu quo (l'«*intégrité de la Yougoslavie*») est un principe confortable. L'entente est préférable à la discorde ; l'unité, même artificielle, vaut mieux que la «*guerre des tribus*». Certes, mais les problèmes actuels de nationalités n'ont pas surgi de façon imprévisible ; les peuples, naguère soumis à la dictature d'une minorité, ont voulu, surtout après la chute du Mur de Berlin, s'émanciper. Au nom de quel principe s'opposer au droit légitime des peuples (en l'occurrence slovène et croate, au début) à disposer d'eux-mêmes ? Comme l'écrivait, dès 1992, Paul Garde ¹⁵, il restait à penser les avantages et les inconvénients respectifs d'un mariage malheureux et d'un divorce ; il fallait savoir si le maintien de l'«*intégrité de la Yougoslavie*» était un objectif réalisable, et si c'était le meilleur moyen pour arriver à la fin des discordes et à cette intégration dans l'Europe dont rêvent ces peuples. Si, en 1991, la Slovénie et la Croatie choisirent, librement et démocratiquement, l'indépendance - conformément à ce que prévoyait d'ailleurs la Constitution -, c'est qu'elles avaient sous les yeux les agissements dictatoriaux et colonialistes du régime de Slobodan Milosevic en Voïvodine et surtout au Kosovo. Les problèmes actuels de nationalités n'ont donc pas surgi de façon imprévisible.

Projet de «Grande Serbie» et idéologie du «nettoyage ethnique»

Sous le régime de Tito, la question nationale était donc considérée comme «résolue», alors que la domination serbe s'opérait de manière sournoise. Après la mort du leader communiste et la fédéralisation progressive de l'Etat, les dirigeants serbes aspirent au retour d'une administration centralisée et monopolisée par eux. Prétendant être les seules victimes de la Seconde Guerre mondiale, les héritiers exclusifs de la résistance au nazisme, mais aussi perdants et opprimés depuis 1945,

persécutés au Kosovo, en Bosnie et en Croatie, ils ont le sentiment que cela leur est dû. Par ailleurs, ils se disent menacés par un «*complot planétaire*», contre la Serbie et tous les Serbes, orthodoxes et slaves, innocents, complot organisé aussi bien par l'Allemagne que par les Etats-Unis, le Vatican ou encore les islamistes. Le Mémorandum de 1986 suggère dès lors que «*les Serbes doivent tous vivre dans un seul et même Etat*» et qu'ils ne peuvent nulle part constituer une minorité. Il faut donc occuper tous les territoires où ils vivent même minoritaires, et il faut non seulement chasser la population majoritaire par tous les moyens, mais effacer les traces de son existence en ces lieux. Une nouvelle fois, le nettoyage ethnique apparaît comme un objectif et un moyen que les tenants de cette politique tiennent pour inévitable. L'arrivée de Slobodan Milosevic au pouvoir en 1987 coïncide avec la déliquescence du système non démocratique yougoslave aggravée par une crise économique et sociale. De toutes parts, montent, en outre, des revendications d'émancipation de peuples longtemps soumis aux différentes oligarchies fédérales. Dans un tel contexte, et dès le début des années 80, certaines élites politiques et intellectuelles et des idéologues serbes répandent - dans les médias, dans certaines revues scientifiques et littéraires et, surtout, à travers de grands rassemblements de rue - un programme politique populiste-nationaliste désignant comme ennemis les autres composantes de l'ex-Yougoslavie. Le mouvement nationaliste radical s'amplifie au détriment des tendances démocratiques. Ses leaders incitent le peuple serbe à «prendre conscience» de l'ampleur de la «*trahison*» et des «*humiliations*» dont il était victime. Exploitant son désespoir, ils l'incitent à déceler «*des complots anti-serbes*» derrière toutes les revendications d'émancipation des autres peuples. Une énergie considérable est ainsi déployée, parfois par des intellectuels talentueux ou par des orateurs cyniques, dans la production des préjugés et de la haine, dans la révision de l'histoire et dans la diabolisation des Autres. Toute cette énergie sera finalement consacrée au démantèlement des institutions fédérales et canalisée vers la légitimation de la guerre pour «*réparer les injustices historiques*» et créer l'Etat serbe «ethniquement pur».

Si l'on considère tous les acteurs de l'ex-Yougoslavie, le régime serbe et ses dirigeants sont, incontestablement, ceux qui sont allés le plus loin dans l'élaboration idéologique et la mise en pratique de la doctrine funeste de l'épuration ethnique. S'il existe bien, à l'heure actuelle, à Belgrade, une opposition démocratique qui rejette la politique du pouvoir et s'il faut se garder de diaboliser le «peuple serbe», on doit pour-

tant dire que c'est la tendance «national-communiste» dure (ou «culture stalino-goebbelsienne» pour reprendre une expression d'Alain Joxe) qui y tient pour le moment le haut du pavé¹⁶. Il faut distinguer dans ce que l'on appelle «l'opposition serbe» d'un côté les démocrates antifascistes (par exemple les étudiants de l'opposition démocratique, les membres de l'«Université parallèle», les animateurs de la Radio B 92 empêchée d'émettre, etc.), et de l'autre la masse des ultranationalistes, opposants certes à Milosevic, mais souvent plus réactionnaires que lui et qui revendiquent, avec des accents racistes parfois, les crimes de Zeljko Raznatovic - alias Arkan -, de Radko Mladic, de Radovan Karadic ou de Vojislav Seselj¹⁷. Il est trop facile d'opposer le «méchant» Milosevic au «pauvre peuple serbe». Depuis dix ans, hélas - c'est-à-dire bien avant l'intervention des forces de l'OTAN -, le régime de Belgrade a toujours trouvé une majorité pour approuver ses crimes, et même en demander davantage - que l'on songe, à titre d'exemple, au criminel de guerre Vojislav Seselj (qui n'hésitait pas à déclarer : «*Il faut égorger les Croates non pas avec un couteau, mais avec une cuillère rouillée*») qui a failli emporter les dernières élections présidentielles de décembre 1997 !

Purification ethnique et crimes de guerre depuis l'implosion de l'ex-Yougoslavie

Ainsi donc, pour la première fois depuis le Seconde Guerre mondiale, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été commis au coeur de l'Europe, dans l'ex-Yougoslavie, dont les vrais responsables appartiennent au régime ultra-nationaliste de Slobodan Milosevic¹⁸. Le texte qui donne une idée globale de la politique criminelle du régime serbe est le premier acte d'accusation dressé par le Tribunal pénal international (TPI) contre Radovan Karadic, chef politique des Serbes de Bosnie et contre Ratko Mladic qui commandait l'armée serbe en Bosnie (le deuxième acte d'accusation contre les deux hommes porte sur le calvaire des habitants musulmans de Srebrenica, le massacre le plus monstrueux de cette guerre). Ces deux hommes sont accusés de «*génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre*». ¹⁹

C'est en Croatie, dans les régions où résidait une forte minorité serbe qui ne voulait pas vivre dans une Croatie indépendante de Belgrade, que cette politique de «*purification ethnique*» a été, pour la première fois, mise en oeuvre par «l'armée fédérale yougoslave» à dominante serbe, aidée par les milices. Les atrocités commises à Vukovar et Osijek, en Slovénie orientale, en marquèrent l'apogée à la fin de 1991. Le «*nettoya-*

ge ethnique» allait être systématiquement mis en place par les Serbes pendant trois ans et demi en Bosnie, d'abord dans la région de Prijedor (nord-ouest) et de Brsko (nord), puis dans de larges parties de tout le territoire bosniaque, jusqu'à l'attaque des enclaves musulmanes de Bosnie orientale et à la chute de Srebrenica en juillet 1995. Il est vrai qu'ensuite, à partir du début de 1993, les Croates s'adonnèrent, en Bosnie centrale, à des massacres contre les musulmans. Et lors de la reconquête de la Krajina en août 1995, des méthodes similaires furent utilisées par l'armée croate contre des civils serbes. Mais les actions criminelles n'ont pas été menées sur la même échelle par les Croates (et encore moins par les Bosniaques) et par les Serbes. Tous les rapports publiés par l'ensemble des institutions internationales et les organisations humanitaires présentes sur le terrain ou qui ont fait des enquêtes en Bosnie-Herzégovine s'accordent pour admettre et affirmer sans ambiguïté que les conquêtes territoriales, les sévices inhumains infligés, les destructions matérielles et morales et les carnages incombent dans leur immense majorité aux forces serbes qui ont commencé les hostilités, puis occupé les deux tiers de la Bosnie et le tiers de la Croatie. A cause des Serbes, des centaines de villages en Bosnie-Herzégovine, tout comme en Croatie, ont été rayés de la carte. Des villes entières ont été pillées et parfois rasées, comme Vukovar, Osijek, Bosanski Brod, Derventa et Foca. Sarajevo et, à un moindre degré, Dubrovnik, soumis à d'incessants bombardements serbes, sont tombés en ruines. Aucun des quartiers n'a été épargné par le pilonnage : habitation, hôpitaux, lieux de culte, systèmes d'approvisionnement en eau, ponts, écoles, etc. D'ailleurs, c'est le Tribunal pénal international qui accuse explicitement les leaders serbes de génocide et de crimes contre l'humanité. Il n'y a aucun doute dans ce domaine ; et toute tentative de renvoyer dos à dos tous les «*belligérants*» est, dans une certaine mesure, une autre façon d'ajouter au crime la dénégation et le mensonge.

Dès octobre 1992, le Polonais Tadeusz Mazowiecki, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies, publiait un des premiers rapports sur la Bosnie²⁰ dans lequel il dénonçait «*le nettoyage ethnique comme but de guerre*». Le rapport de M. Mazowiecki a retenu l'expression «*purification ethnique*» pour caractériser la situation «*dans les territoires de Bosnie-Herzégovine et de Croatie contrôlés par les Serbes*». Le rapport transmis le 17 novembre 1992 à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité par le secrétaire général des Nations Unies et établi par ladite commission comporte un paragraphe intitulé «*Nettoyage ethnique*». Celui-ci impute cette pratique «*massive et systé-*

matique» aux nationalistes serbes et rattache ce phénomène à des «objectifs politiques énoncés et poursuivis» avec comme «objectif ultime (...) une Grande Serbie». En 1993, le président de la Commission européenne, Jacques Delors, avait de son côté dénoncé chez les dirigeants serbes «leur idéologie monstrueuse du nettoyage ethnique et cette volonté de réaliser dans un Etat totalitaire la Grande Serbie»²¹. En mai 1994, le Conseil de sécurité de l'ONU recevait les cinq imposants volumes de l'étude qu'il avait commandée à une commission d'experts dirigée par l'Egyptien Chérif Bassiouni. Le rapport portant sur la Croatie et la Bosnie notait que les actes de nettoyage ethnique n'ont pas été commis par des groupes isolés, mais que tout concourt, au contraire, à révéler un dessein, une systématisation, une certaine planification et une coordination de la part des plus hautes autorités, en particulier l'armée serbe. Devant l'ampleur des crimes, le Conseil de sécurité décida, début 1993, de créer un tribunal ad hoc pour l'ex-Yougoslavie (le Tribunal pénal international : TPI). Les enquêtes qu'il a menées constituent un recensement précis des crimes commis par l'armée fédérale serbe en Croatie et en Bosnie.

Les conséquences de la «purification ethnique» : des entités «ethniquement pures»

La conséquence tragique de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, c'est la déportation ou le transfert massif des populations et la création de «zones de peuplement homogène». Huit années de guerre ont abouti à plus de 200 000 morts et à plus de trois millions de personnes déplacées ou réfugiées (à 80% d'origine croate et musulmane)²². Aujourd'hui, les populations sont regroupées dans des territoires où une «ethnie» est soit majoritaire (plus de 50% de la population), soit «homogène» (plus de 80%). Si l'on examine la situation actuelle de chacun des Etats de l'ex-Yougoslavie (Slovénie, Croatie, Macédoine, Bosnie, Serbie, Monténégro), l'on se rend bien compte qu'il s'agit presque partout de territoires «ethniquement homogènes»²³. La Slovénie est homogène, avec plus de 90% de Slovènes parmi son 1,9 million d'habitants. Elle l'était avant la guerre. La Croatie est devenue, elle aussi, homogène. Elle compte aujourd'hui plus de 80% de Croates et 5% de Serbes (contre 78% de Croates et 12 de Serbes avant la guerre).

La Croatie est devenue, après la Slovénie, l'Etat le plus «homogène» de l'ex-Yougoslavie. Avant la guerre, la population de la Croatie était de près de 4,5 millions d'habitants. Elle est estimée aujourd'hui à 4,7 millions, mais sa composition a changé. Des réfugiés croates venus de

Bosnie en ont augmenté le nombre (de 200 000 à 300 000). Le nombre de Serbes a diminué (270 000 à 350 000 départs). Les Serbes de Croatie, qui représentaient plus de 12% de la population du pays (580 000 personnes), ne seraient plus que de 200 000 à 350 000, soit à peine 6% de la population. La fuite des Serbes de Croatie a eu lieu en quatre temps en direction de la «République yougoslave» (300 000 personnes environ) et de la Bosnie serbe (35 000). En 1991, la guerre d'indépendance, qui se termine par la reconnaissance de la Croatie et la sécession de la «République serbe de la Krajina», entraîne le départ de 100 000 à 130 000 Serbes vers la Yougoslavie et des déplacements de Croates (250 000 personnes) qui fuient les zones tombées aux mains des Serbes dans les frontières croates. Après la chute de Vukovar, 84 000 Croates fuient ainsi la Slovénie orientale. Entre 1991 et 1995, on assiste à un lent exode de la population serbe des zones sous contrôle croate (20 000), mais aussi de la «République serbe de Krajina» (80 000). En août 1995, les forces croates lancent l'opération «*Tempête*» de reconquête de la Krajina. Elle provoque la fuite de l'essentiel de la population serbe (entre 100 000 et 130 000 personnes). La Krajina, sous contrôle croate, ne compterait plus, dès lors, que 10 000 Serbes, des personnes âgées. Les Serbes partent pour la Yougoslavie, mais 50 000 d'entre eux s'installent en Slovénie orientale, encore sous contrôle serbe. Avant la restitution pacifique de la Slovénie orientale à la Croatie en 1998, environ un tiers des Serbes de la région (50 000 sur 150 000) la quittent pour la Yougoslavie. Depuis, entre 10 000 et 20 000 Croates sur les 84 000 chassés par la guerre sont rentrés en Slovénie orientale. La population de cette région est encore majoritairement serbe. Mais les Serbes continuent de partir tandis que les déplacés croates se réinstallent. Il y a aussi le transfert des Croates de Serbie et, surtout, de Bosnie vers la Croatie. Ces déplacements, tout au long de la guerre, se font essentiellement lors de la guerre en Bosnie. La Croatie accueille près de 200 000 Croates de Bosnie, chassés des zones serbes essentiellement en 1992 et des zones bosniaques (par les milices et l'armée serbes) en 1993. La Croatie a donc renforcé sa «cohésion ethnique», récupéré ses territoires et, de plus, elle contrôle une zone croate «homogène» en Bosnie (l'Herzégovine).

La Macédoine (1,9 million d'habitants), si elle est épargnée par les conséquences de ce qui se passe au Kosovo, ne serait pas «homogène», mais «*ethniquement majoritaire*» avec 66,5% de Macédoniens et près de 23% d'Albanais. Mais c'est en Bosnie que la «*purification ethnique*» a été la plus terrible. Avant que la guerre n'éclate en 1992, les populations bosniaques étaient extrêmement imbriquées et aucune n'était majoritari-

re. Avant le conflit, les Musulmans (des Slaves islamisés) représentaient 43,7% de la population (soit 1,9 million de personnes sur une population totale estimée à 4,3 millions d'habitants), les Serbes 31,4% (1,37 million) et les Croates 17,3% (750 000 habitants). Avant la guerre, les territoires «*ethniquement homogènes*» auraient représenté moins de 9 % de la superficie du pays ; après ils représenteraient 80%. La guerre a découpé des territoires presque «*ethniquement purs*». Les terres sous contrôle serbe (Republika Srpska) comptent plus de 90% de Serbes, celles sous contrôle croate (Herceg-Bosna) plus de 90% de Croates, et celles sous contrôle des bosniaques musulmans plus de 90% de musulmans. Dans seulement deux cantons (sous contrôle bosniaque), les minorités dépasseraient 10%: à Tuzla (près de 13%) et à Sarajevo (13%). Loin de rétablir la situation d'avant-guerre, comme le voulaient les accords de Dayton (décembre 1995), le retour des réfugiés accentue l'homogénéisation. Dans leur écrasante majorité, ils ne retournent pas dans leur zone d'origine géographique, mais dans la zone contrôlée par leur «*ethnie*».

Cette politique de «*purification*» a eu également des effets directs sur la Serbie-Monténégro. Aujourd'hui, Serbes et Monténégrins y sont majoritaires alors qu'ils n'étaient qu'une majorité relative (36%) dans l'ex-Yougoslavie. La Yougoslavie (256 000 km²) est réduite à la Serbie et au Monténégro (102 000 km²). Sa population serait passée de 23,5 millions d'habitants à 10,4. Le pays avait accueilli un demi-million de Serbes venus de Croatie (300 000) et de Bosnie (220 000). La République compte une forte minorité hongroise en Voïvodine. La politique de «*purification ethnique*» menée par le pouvoir serbe au Kosovo a déjà conduit à la déportation d'une majorité d'Albanais ; la Serbie-Monténégro devient ainsi une fédération «*ethniquement pure*». Il y a, enfin, le Kosovo qui, avant le début de la guerre de 1996, comptait près de 2 millions d'habitants dont 90% d'Albanais. Depuis le début des affrontements entre l'UCK et l'armée serbe jusqu'aux bombardements de l'OTAN, la politique criminelle du régime de Slobodan Milosevic avait déjà provoqué des centaines de milliers de réfugiés, déplacés ou déportés : avant les frappes de l'OTAN (24 mars 1999), 300 000 Kosovars furent déportés dont 250 000 à l'intérieur du pays : 30 000 en Serbie et 25 000 au Monténégro ; 150 000 se réfugièrent hors de la «*République de Yougoslavie*» (140 000 en Europe de l'Ouest, 18 500 en Albanie, 18 000 en Macédoine et 10 000 en Bosnie). Aujourd'hui, sur une population totale de deux millions d'habitants, près de 900 000 Kosovars supplémentaires ont été chassés de leur pays. On estime à

plus d'un million le nombre de personnes chassées de leur foyer, déportées hors du Kosovo ou errant encore à l'intérieur de leur pays.²⁴

Des villes martyrisées

L'une des caractéristiques principales du drame yougoslave, c'est l'annihilation des cités, peuplées en majorité par des Croates et des musulmans. Voici, à titre d'exemple, quelques noms dans une liste sinistre d'assassinats et de déportations.²⁵ Il y a, tout d'abord, Vukovar, mais aussi Prijedor, Keraterm, Omarska, Foca ou encore Sarajevo et Srebrenica. Vukovar, symbole de la résistance croate, Vukovar tombe le 18 novembre 1991, après trois mois de siège, aux mains de l'armée serbe appuyée par ses milices. La ville est détruite, les rues jonchées de cadavres. Outre les morts (entre 3 000 et 5 000), 4 000 personnes sont portées disparues. Le 19 novembre de la même année, 260 personnes (malades, personnel soignant, combattants croates) sont évacuées de l'hôpital municipal par les Serbes. Deux cents d'entre elles vont être exécutées non loin de Vukovar et leur corps enseveli dans le charnier d'Ovcara. C'est dans la région nord que commence, au printemps 1992, la première grande vague de nettoyage ethnique en Bosnie. Au lendemain de la prise de Prijedor par les forces serbes, le 30 avril 1992, les femmes, enfants et vieillards non serbes sont séparés des hommes de 16 à 60 ans, et envoyés dans un camp établi dans un village voisin, puis déportés vers les régions sous contrôle du gouvernement bosniaque. Les hommes sont emmenés dans deux camps de prisonniers, celui de Keraterm et celui d'Omarska. Les témoignages des rescapés de ces camps (privation d'eau pendant plusieurs jours alors qu'il faisait 40 degrés, tortures, mutilations, viols, exécutions sommaires) sont rassemblés et nourrissent plusieurs dossiers d'instruction du Tribunal pénal international. Mais c'est Sarajevo qui reste dans les mémoires la ville symbole du crime contre l'humanité et de la résistance d'une population livrée à l'horreur²⁶. Le siège commence le 2 mai 1992. Il va durer trois ans et demi, pendant lesquels ses habitants devront affronter les obus et les tirs de *snipers* pour aller se procurer de l'eau, vivront sans électricité et sans chauffage, survivront grâce au pont aérien humanitaire, trois ans et demi ponctués de massacres perpétrés par les forces serbes massées sur les collines alentour. Le 29 mai 1992, un obus de mortier s'abat sur une file d'attente devant une boulangerie et fait plusieurs morts. En juin 1993, des obus tuent une quinzaine de personnes dans une foule assistant à un match de football, puis huit dans un grou-

pe assistant à un enterrement dans un cimetière musulman, puis sept enfants qui jouent dans une cour d'immeuble. Des enfants qui jouent sont à nouveau visés le 22 janvier 1994 (six morts). Le 5 février, un obus s'abat sur le marché de Markale, tuant 68 personnes et en blessant 200. Le 27 août 1995, le marché est à nouveau le théâtre d'un massacre : 37 morts et 87 blessés. Il faut également mentionner la cité de Foca. En avril 1992, cette ville, dont la population est pour moitié musulmane, tombe aux mains des forces serbes de Bosnie, aidées de groupes paramilitaires de Serbie et du Monténégro. Une campagne de terreur est lancée dans toute la région, pour faire fuir les non-Serbes. La ville est transformée en camp de concentration pour les musulmans. Chaque jour, racontent les rescapés, des prisonniers sont emmenés pour être torturés ; la plupart ne reviennent pas. Dans l'ensemble sportif de la ville, sont rassemblés des femmes et des enfants, en vue de leur déportation. Ce local, de même qu'un établissement scolaire de la ville, va devenir l'un des plus grands centres de viol et de torture de Bosnie. Foca est ensuite devenue un sanctuaire pour les criminels serbes recherchés par le TPI. Avec Sarajevo, Srebrenica, enfin, restera un symbole du crime et de l'horreur. L'enclave musulmane de Bosnie orientale tombe aux mains des forces serbes dirigées par le général Mladic le 10 juillet 1995. Le massacre par les Serbes de la population musulmane de cette ville est le plus monstrueux de cette guerre qui en avait déjà vu beaucoup. Srebrenica va être le théâtre, quelques semaines avant la fin de la guerre de Bosnie, de l'un des épisodes les plus barbares de la criminalité du régime serbe : une terrible campagne de bombardements, le siège d'une ville avec ses civils désarmés et désespérés. Une partie de la population de la ville tente de s'enfuir à travers la zone serbe afin de gagner Tuzla, tandis que l'autre partie décide de s'en remettre à la protection des «casques bleus» de l'ONU. Une marche de l'enfer commence pour les fuyards : traversée des champs de mines, attaques des forces serbes, viols des femmes et sévices sur les enfants, exécutions systématiques des hommes faits prisonniers. Ceux qui s'en sont remis à la protection des «casques bleus» de l'ONU sont séparés : les femmes et les enfants sont déportés en zone bosniaque musulmane. Les hommes sont exécutés par groupes et jetés dans des fosses communes. Le nombre des disparus de Srebrenica est évalué entre 8 000 et 10 000 personnes ²⁷.

Abderrahim Lamchichi

Notes :

1. Cf. Claire Tréant: «Vukovar-Pristina : huit années de terreur. Les deux cent mille morts du «nettoyage ethnique». Et Jean-Baptiste Naudet : «Trois millions de personnes déplacées», *Le Monde*, jeudi 8 avril 1999 ; p. 14-15.
2. Alain Finkielkraut écrivait déjà en 1992 : «La spécificité du XXe siècle réside non dans la tragédie - toutes les époques ont connu la tragédie - mais dans le cauchemar, c'est-à-dire la dénégation de la tragédie elle-même (...) On pouvait espérer qu'avec l'effondrement du communisme une telle conjoncture ne serait plus possible. Il faut en rabattre : le cauchemar du XXe siècle n'est pas terminé c'est aux Croates et aux Bosniaques d'en faire l'épreuve (...) ils vivent une double souffrance : d'une part, celle d'être les victimes d'une guerre criminelle et, d'autre part, celle de voir la vérité même de leur souffrance niée ou calomniée» (*Comment peut-on être croate?*, Gallimard, 1992). Voir également : Muhamedin Kullashi, *Humanisme et haine : les intellectuels et le nationalisme en ex-Yougoslavie*, éd. L'Harmattan, 1998.
3. Voir Antoine Garapon et Olivier Mongin (dir.), *Kosovo, un drame annoncé*, Editions Michalon, 1999 (notamment leur postface, intitulée : «De Phnom Penh à Prishtina : les métamorphoses du pouvoir et de la guerre» ; p. 251-269) qui écrivent : «Les exactions du pouvoir serbe consacrent une variante postcommuniste du totalitarisme (...) Le type d'Etat mis en place par Milosevic n'est donc pas la résurgence d'une éternelle question balkanique, mais le prototype d'un pouvoir inédit qui a appris à politiser l'identitaire pour se renforcer ou se maintenir. Sans aller jusqu'à prédire un avenir radieux au national-communisme, il ne faut pas néanmoins en sous-estimer la force. La fragilité de ce type de régime est à chercher dans son caractère suicidaire. Qu'on les appelle «national-communisme», «total-communisme» ou «culture stalino-goebbelsienne» pour reprendre une expression d'Alain Joxe, on ne peut ramener ces nouvelles formes de pouvoir à des paradigmes connus comme le fascisme ou de simples «guerres économiques»».
4. Ne s'étonneront que ceux qui n'ont pas pris au sérieux l'abondante littérature serbe sur le nettoyage ethnique. Les documents existent maintenant et ne peuvent plus être ignorés. A titre d'exemple, le livre de Mirco Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, paru chez Fayard en 1993, présente vingt-cinq textes, inconnus du public occidental à l'époque, traduits et commentés par les auteurs - trois universitaires français d'origine croate. Certains d'entre eux forment la substance même de l'idéologie du gouvernement serbe et sont revendiqués comme tels ; d'autres sont représentatifs de courants de pensée qui remontent très loin dans le passé. Tous attestent que des différentes parties en guerre dans les Balkans, la Serbie est celle qui s'est donné depuis le plus longtemps l'arsenal doctrinal et les justifications «intellectuelles» les plus élaborés. Un patriotisme légitimé, à l'origine, par la lutte contre l'occupant ottoman s'est laissé dévoyer par un ultranationalisme raciste et criminel. Ainsi que le rappelle Ismail Kadaré, dans l'histoire serbe, hélas ! les crimes commis contre d'autres peuples sont souvent proclamés comme autant d'éléments des programmes nationaux. Cette «franchise» des criminels, outre qu'elle est fort rare dans l'histoire humaine, est aussi très dangereuse. Si en annonçant son

crime futur, il n'est menacé d'aucun châtement, le criminel reçoit, de ce fait même, carte blanche. L'histoire de la Serbie abonde en cas de ce genre. Depuis le «Plan de réalisation de la Grande Serbie» de Garasanin de 1844 jusqu'au projet de Cubrilovic en 1937, du mémorandum de l'Académie de Serbie de 1986 aux déclarations sur les «cuillères rouillées» de Seselj et aux «mains coupées» de Vuc Draskovic («il faut couper les mains de tous les Albanais qui font le signe V» avait déclaré cet «opposant» à Milosevic), on voit se dérouler comme un fil rouge le crime et le massacre d'autres peuples, surtout du peuple albanais. Ismail Kadaré : «Le triomphe du crime», *Le Monde*, mardi 4 mai 1999 ; p. 15.

5. Voir notamment la chronologie publiée sous le titre : «La malédiction des Balkans» dans *Le Spectacle du monde*, mai 1999 ; p. 28-29.

6. Voir en particulier : Antoine Garapon et Olivier Mongin (dir.), *Kosovo, un drame annoncé*, éd. Michalon, 1999.

7. Le livre de Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, *Le nettoyage ethnique*, op. cit. - qui nous livre les textes de référence de l'«école de la haine» des idéologues serbes - nous invite finalement à nous défaire des commentaires qui, depuis le début de la guerre en Yougoslavie, tentent d'incriminer les «haines ancestrales», systématiquement présentées comme réciproques, renvoyant dos à dos tous «les protagonistes» tous également responsables des drames et des massacres.

8. Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, *Le nettoyage ethnique*, op. cit. Les documents rassemblés par ces auteurs montrent très bien que l'origine de cette idéologie se trouve chez les ultranationalistes serbes, même s'ils ont eu, dans l'intervalle, des adeptes ailleurs et jusque dans le camp adverse.

9. On pourra lire des extraits du propagandiste serbe Vasa Cubrilovic, notamment : «Un scénario pour le Kosovo», rédigé en 1937 et «Pour un pays slave purifié» dans le livre de Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, *Le nettoyage ethnique*, op. cit. ; p. 150 et s. et p. 225 et s. Voir également : *Le Monde* du jeudi 22 avril 1999 qui reproduit un extrait du texte de Vasa Cubrilovic : «L'expulsion des Arnaoutes» ; p. 15.

10. Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, *Le nettoyage ethnique*, op. cit. ; p.200 et s.

11. Cf. Tommaso Di Francesco et Giacomo Scotti : «Soixante ans de «purifications ethniques»», *Le Monde Diplomatique*, mai 1999 ; p. 10-11.

12. Voir le Mémorandum de l'Académie serbe des sciences et des arts de 1986, publié dans *Le nettoyage ethnique*. Documents historiques sur une idéologie serbe. Rassemblés, traduits et commentés par Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, Fayard, 1993 ; p. 236-269.

13. Cf. P.-J. Cohent : «L'antisémitisme en Serbie et l'exploitation du génocide comme moyen de propagande», *Le Messager européen*, n°6, 1992 ; p. 89-108.

14. Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, 1992. Voir également du même auteur : *Les Balkans*, Flammarion, 1994.

15. Paul Garde, op. cit. ; p. 13-17.

16. Voici ce qu'écrit Jean-Yves Potel : «Le régime politique édifié par M. Slobodan Milosevic en Serbie se présente comme l'une des solutions à l'effondrement du système communiste de type soviétique (...) Ce type de régime ne se réduit pas à la «dégénéres-

cence» d'un nationalisme balkanique particulièrement virulent, ni même à la dictature d'un docteur Folamour qui, pour conserver le pouvoir et affronter le monde, aurait convoqué par opportunisme un prêt-à-porter xénophobe et les vieilles méthodes de l'épuration ethnique. Non : il s'agit bien d'une forme particulière de régime dont les composants sont présents dans la plupart des pays issus du bloc soviétique. En Serbie, la concomitance de plusieurs facteurs et l'habileté politique d'un homme ont pris une force telle que ce régime a déstabilisé l'ensemble de la région. Il est devenu, en dix années de guerres et d'affrontements, le principal danger pour la sécurité européenne (...) il est clair qu'une victoire militaire de M. Milosevic, ou simplement une semi-défaite, encouragerait ses émules dans l'ensemble de la zone». Jean-Yves Potel met l'accent sur trois caractéristiques principales de ce régime : «Il s'agit d'abord d'un système politique autoritaire et antidémocratique, en parfaite continuité avec les structures et les réseaux d'influence constitués pendant le régime précédent. M. Milosevic lui-même est un produit de la nomenklatura titiste (...) Ainsi l'actuel Parti socialiste serbe (SPS) se situe-t-il dans la continuité bureaucratique de l'ancien parti unique, tout comme le Parti de la gauche yougoslave unie (JUL), fondé et dirigé par sa femme, Mme Marijana Markovic (...) (le) social-populisme s'est marié avec un jacobinisme grand-serbe pour légitimer un édifice institutionnel unitaire qui détruisit la «funeste Constitution de 1974», d'esprit fédéral, et le fragile équilibre entre les nationalités imaginé par le maréchal Tito. Quant aux oppositions, elles n'ont jamais obtenu les garanties élémentaires à l'exercice démocratique, sauf à se rallier au régime et à se discréditer(...)

Ainsi, et c'est sa deuxième caractéristique, le système serbe conduisit à la guerre (dont l'objectif) se réduit à la «purification» de territoires par le nettoyage ethnique de la Serbie. Ainsi le jacobinisme grand-serbe s'est-il transformé en ethnocratisme ! L'«épuration ethnique» n'est plus un épiphénomène, une pratique extrême de quelques miliciens ou de bandes incontrôlées, elle devient constitutive de la manière de conduire cette guerre.

Enfin, le régime n'est pas sans ambitions économiques. S'il ruine le peuple qu'il prétend incarner (...), la population vit dans un état de dénuement parfois dramatique, (...) le pouvoir et la guerre recomposent des oligarchies financières, «hors règles», parfois qualifiées de «mafiieuses», nichées dans la conservation des monopoles bureaucratiques de certaines activités très lucratives (les grandes entreprises n'ont pas été privatisées). La famille Milosevic et les principaux responsables du régime se sont littéralement approprié les anciennes entreprises d'Etat (...) (des) réseaux drainent hors du pays des sommes colossales, qui sont investies dans la spéculation internationale (Cf. l'enquête de Sophie Shihab, *Le Monde*, 8 avril 1999). Ainsi la Serbie, issue de la Yougoslavie post-communiste, est-elle sous le joug d'un régime hors la loi (...) Ce type de régime a un avenir incertain, mais il ne peut être traité au plan international comme une vulgaire dictature. Il recycle, au cœur de l'Europe, l'héritage néfaste des régimes totalitaires, il avance en épurateur et voue son peuple aux gémonies, il peut donc provoquer ou annoncer d'autres catastrophes, qu'on ne saurait tolérer». (Jean-Yves Potel : «Serbie : un régime hors la loi» , *Le Monde Diplomatique*, mai 1999†; p.6-7. Voir également Paul Garde : «Le crime au Kosovo paiera-t-il ?», *Le Monde*, mercredi 5 mai 1999 ; p.

1 et 15. Voir également Ismail Kadaré : «Le triomphe du crime», *Le Monde*, mardi 4 mai 1999 ; p. 1 et 15.

17. Zeljko Raznatovic, alias Arkan, le boucher de Vukovar, homme de main de Slobodan Milosevic, est le patron de la plus redoutée des milices serbes, les Tigres, un escadron de la mort qui passait derrière l'armée serbe pour «nettoyer» à la grenade les villes et les villages de Croatie et de Bosnie. Depuis les frappes de l'OTAN, Robin Cook, secrétaire au Foreign Office, affirme qu'Arkan et ses tueurs cagoulés de noir avaient repris du service et étaient pleinement intégrés au 52e corps d'armée yougoslave à Pristina. Déjà recherché par Interpol pour meurtre, attaques de banques et trafics divers, délits de droit commun antérieurs à la guerre, Arkan figure actuellement sur la liste secrète des criminels de guerre. Si son nom n'avait pas été divulgué jusqu'à présent, c'était pour faciliter une arrestation surprise (révélation de Louise Arbour, Procureur du Tribunal international de La Haye). Quant à Vojislav Seslej, l'autre vice-Premier ministre de Milosevic, il figure également sur la liste secrète des criminels de guerre du Tribunal international de La Haye. Chef des ultranationalistes du Parti radical, il n'hésite pas à déclarer : «Si je vais à La Haye, j'emmène Milosevic avec moi. C'est lui le plus grand criminel de Serbie !». Seslej revendique haut et fort la terreur que les tueurs de sa milice, les Aigles blancs, ont semée de la Voïvodine au Sandjak, de la Croatie à la Bosnie. Membre de la Ligue des communistes yougoslaves dans les années 70, ce fut un des premiers politiciens-gangsters serbes à souscrire publiquement à la purification ethnique ; pendant une campagne électorale en juillet 1991, dans une banlieue ouvrière de Belgrade, Rakovica, dont il est devenu par la suite député, il déclare : «Il faut égorger les Croates non pas avec un couteau, mais avec une cuillère rouillée». Candidat à la dernière présidentielle de Serbie en décembre 1997, il s'en fallut de peu qu'il ne soit élu.

18. Ainsi que l'écrit Hans Stark : «Depuis le déclenchement des hostilités, les opérations militaires en ex-Yougoslavie visent non seulement la neutralisation du potentiel militaire de l'adversaire, mais surtout la destruction de son patrimoine culturel, de ses ressources économiques et humaines. Pratiqué, à des degrés fort divers, par l'ensemble des belligérants, l'usage systématique de la terreur à l'encontre des populations civiles de la partie adverse sert des ambitions territoriales, que seule la Serbie est parvenue à réaliser. Certes, tous les belligérants de l'ex-Yougoslavie ont violé le droit humanitaire. Toutes les forces en présence ont pris des otages, maltraité les personnes placées sous leur garde et harcelé les communautés nationales des régions tombées sous leur contrôle. Mais les conquêtes territoriales, les sévices infligés et les destructions matérielles, constatés par l'ensemble des institutions internationales et des organisations humanitaires présentes sur le terrain, incombent dans leur grande majorité aux forces serbes qui, d'abord, ont commencé les hostilités et qui, en moins d'un an, ont occupé les deux tiers de la Bosnie-Herzégovine et plus d'un tiers de la Croatie ; ce qui, de toute évidence, contredit la thèse d'une coresponsabilité de même degré de tous les belligérants». Hans Stark, *Les Balkans. Le retour de la guerre en Europe*, Dunod, Ifri (collection Ramss), 1993 ; p. 133-134.

19. Si l'on s'en tient aux définitions données par la Cour pénale internationale en 1998 pour les crimes de génocide, contre l'humanité ou de guerre, Slobodan Milosevic et les

criminels qui exécutent ses ordres aujourd'hui au Kosovo - ou qui les ont exécutés hier à Sarajevo, Vukovar ou Srebrenica, etc. - doivent, comme les nazis à Nuremberg, être jugés, pour ces trois types de crimes, par le Tribunal pénal international.

Cf. notamment : Le Livre noir de l'ex-Yougoslavie. Purification ethnique et crimes de guerre. Documents rassemblés par le Nouvel Observateur et Reporters sans frontières, éditions Arléa, 1993. Cf. également : Robert Badinter : «La justice internationale existe. Et pourtant... Si le glaive perd sa rigueur», Le Nouvel Observateur n°1798, 22-28 avril 1999 ; p. 68-72.

Voici des extraits des définitions données par le TPI (Cf. «Glossaire», dans Le Monde du jeudi 22 avril 1999 ; p. 15) : On entend par crime de génocide l'un quelconque des actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel. On entend par crime contre l'humanité un acte perpétré dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile. On entend par crimes de guerre les infractions aux Conventions de Genève du 12 août 1949 (homicide intentionnel, torture, destruction et appropriation de biens, prise d'otages) ainsi que les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux (attaques généralisées contre la population civile en général ou contre des civils qui ne prennent pas part directement aux hostilités, attaques délibérées contre des organisations humanitaires, attaques ou bombardements de villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires, transfert, direct ou indirect, par la puissance occupante, d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert, à l'intérieur ou hors du territoire occupé, de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire, attaques délibérées contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, contre des monuments historiques...

20. Cf. le texte de ce document, et vingt autres rapports d'enquêtes rédigés, en 1992 et 1993, par diverses organisations et institutions internationales, dont la CSCE, Amnesty International, Médecins sans frontières, Conseil de l'Europe, dans : Le Livre noir de l'ex-Yougoslavie. Purification ethnique et crimes de guerre, Documents rassemblés par Le Nouvel Observateur et Reporters sans frontières, éd. Arléa, 1993.

21. Jacques Delors, entretien accordé au quotidien Le Figaro, 2-3 janvier 1993.

22. «Rapport sur la situation des réfugiés et des personnes déplacées dans l'ex-Yougoslavie», document établi par Michel Flückiger, suisse, radical démocrate, président de la mission d'études du Conseil de l'Europe qui s'est rendue dans l'ex-Yougoslavie du 24 au 29 novembre 1992, in Le Livre noir de l'ex-Yougoslavie, op. cit. ; p.405-419.

23. Nous nous inspirons ici de l'article très complet de Jean-Baptiste Naudet : «Trois millions de personnes déplacées», Le Monde, jeudi 8 avril 1999 ; p. 14-15. Voir également, dans le même numéro : Claire Tréan : «Vukovar-Pristina : huit années de terreur. Les deux cent mille morts du «nettoyage ethnique».

24. Médecins sans Frontières (MSF) a rendu public, vendredi 30 avril 1999, son rapport sur la déportation massive des Albanais du Kosovo et la terreur exercée sur eux par les criminels de Belgrade : Histoires d'une déportation. C'est la première étude

d'ensemble qui permet de démontrer la cohérence et le caractère systématique de la politique monstrueuse menée par les autorités serbes. «C'est un processus planifié d'effacement d'un peuple (...) Les crimes commis relèvent de la qualification de crimes de guerre et de crime contre l'humanité», précise MSF. Pour en savoir plus, voir le site Internet de MSF : www.paris.msf.org

25. Nous nous inspirons ici de l'article du Monde du jeudi 8 avril 1999, intitulé «Quelques noms dans une liste sinistre d'assassinats et de déportations» ; p. 14. Voir également, dans le même numéro, les articles de Claire Tréan : «Vukovar-Pristina : huit années de terreur. Les deux cent mille morts du «nettoyage ethnique»» et de Jean-Baptiste Naudet : «Trois millions de personnes déplacées».

26. Voir notamment le «Rapport de Save The Humanity (organisation humanitaire non gouvernementale de Sarajevo) sur les violations des droits de l'Homme et les crimes contre l'humanité en Bosnie-Herzégovine» (Rapport cosigné par cinq autres organisations, dont la Croix Rouge de Bosnie-Herzégovine, l'Association des Nations Unies pour la Bosnie-Herzégovine, etc.), in. *Le Livre noir de l'ex-Yougoslavie*, op. cit. ; p. 1-25.

27. «Quelques noms dans une liste sinistre d'assassinats et de déportations», *Le Monde*, op. cit. ; p. 14.